

### **Corrections des derniers DMs**

#### **Commentaire de l'Ordonnance de Soissons (1155)**

Problématique : Comment la promesse de la paix royale renforce-t-elle l'autorité monarchique au détriment du pouvoir féodal ?

- I. La proclamation solennelle de la paix royale devant les Grands du royaume
  - A. Les prolongements royaux de la paix de Dieu
  - B. Une paix royale exigée par le gouvernement par conseil
- II. Les engagements juridiques des Grands au respect de la paix royale
  - A. La promesse d'une protection décennale des sujets du royaume
  - B. Le respect des engagements garanti par la justice du roi

#### **Commentaire du texte de Domat, *Traité des lois* (1689)**

Problématique : Comment la place accordée à chacune des sources juridiques dans la France du XVII<sup>e</sup> siècle traduit-elle la volonté politique du roi de France de s'affirmer face aux puissances étrangères ?

- I. Le poids incontestable des sources de droit français dans le paysage juridique de l'Ancien Régime
  - A. La mise en avant d'une législation royale générale par sa portée
  - B. La rationalisation des droits coutumiers grâce à une politique de l'écrit
- II. La limitation consciente des sources de droits savants pour protéger l'autorité du roi de France
  - A. Le droit romain accueilli comme simple droit supplétif
  - B. Le droit canonique examiné sous le filtre du gallicanisme juridique

#### **Commentaire de l'Ordonnance de Fontainebleau de Louis XV (1717)**

Problématique : Comment le conflit autour de la succession au trône de France des enfants légitimés de Louis XIV a-t-il rendu nécessaire un rappel des lois fondamentales du royaume ?

- I. Le conflit juridique autour du statut des enfants légitimés des rois de France
  - A. La volonté politique commune d'écarter une guerre civile à la succession au trône
  - B. La remise en cause des actes juridiques antérieurs portant atteinte à la dévolution de la Couronne
- II. Le renouvellement de la sauvegarde des lois fondamentales du royaume
  - A. Le souverain érigé en gardien des lois fondamentales du royaume
  - B. La mission royale du maintien de l'ordre juridique au service d'une nation française

#### **Commentaire du texte de Portalis, *Discours préliminaire sur le projet de Code civil* (1801)**

Problématique : Quels modèles de codification les rédacteurs du Code civil de 1804 entendent-ils écarter afin d'assurer la longévité de cette œuvre juridique ?

- I. La renonciation au modèle du législateur omniscient en matière civile
  - A. Les limites infranchissables d'une codification à visée exhaustive

B. La rédaction de principes directeurs suffisamment précis pour être utiles aux citoyens

II. La renonciation au modèle du juge asservi à un système de rescrit

A. La confiance accordée au juge pour l'interprétation fine de la loi aux cas particuliers

B. Un raisonnement éclairé par d'autres sources de droit en cas d'insuffisance de la loi

---

### **Correction du Galop d'essai**

#### **Dissertation**

Problématique : Comment évoluent les rapports de force entre droit et religion depuis l'Antiquité orientale à la chute de l'Empire romain d'Occident ?

I. La place prépondérante du religieux autour du droit dans les civilisations préromaines

A. La fierté d'un droit religieux dans les droits du Proche-Orient ancien

B. La prééminence du droit des hommes sur les principes des dieux dans la démocratie athénienne

II. La diminution de l'influence des religions sur le droit romain

A. La mise à l'écrit du droit pour s'affranchir des rites religieux

B. L'indépendance de la science du droit face aux concepts religieux

#### **Commentaire de la constitution Deo Auctore de Justinien (530)**

Problématique : Comment Justinien s'inscrit-il dans une tradition juridique pour promouvoir une compilation novatrice de la science du droit ?

I. L'inscription du Digeste dans une législation impériale de renouveau juridique

A. La légitimité religieuse d'un empereur législateur

B. De la codification réussie des lois à l'ambition de compiler le droit

II. Des méthodes de travail fondées sur l'objectif d'un droit organisé

A. Un examen objectif de toute la science du droit

B. La liberté des choix garantie aux spécialistes du droit